



ELECTION DU CONSEIL D'ETAT 2017

MEMENTO A L'INTENTION DES PARTIS OU GROUPEMENTS POLITIQUES

I. BASES LEGALES

1. Constitution cantonale (art. 52 Cst. cant.);
2. Loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
3. Arrêté du Conseil d'Etat du 2 novembre 2016 concernant l'élection du Conseil d'Etat pour la législature 2017-2021 (ACE).

II. LISTE DES CANDIDAT(E)S

A. Premier tour (5 mars 2017)

1. Dépôt des listes

A la Chancellerie d'Etat, contre reçu, **jusqu'au lundi 30 janvier 2017 à 17 heures au plus tard, pour le premier tour de scrutin.**

L'envoi des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax, informatique) n'est pas autorisé (art. 3 al. 2 LcDP).

2. Présentation

La liste ne peut contenir plus de noms qu'il y a de Conseillers d'Etat à élire (art. 118 al. 2 LcDP). Une personne ne peut figurer sur plus d'un bulletin imprimé (art. 118 al. 3 LcDP).

La liste doit mentionner pour chaque candidat :

- le nom;
- le prénom;
- la date de naissance (jour, mois, année);
- la profession ou la fonction;
- le domicile (adresse exacte);
- la signature (celle-ci tient lieu d'acceptation de candidature).

3. Attestation communale, éligibilité

La liste des candidats est accompagnée d'une **attestation de leur qualité de citoyen d'une commune**, habilité à voter en matière cantonale (art. 118 al. 2 LcDP).

Est habilité à voter en matière cantonale, le citoyen domicilié dans le canton depuis 30 jours et dans la commune depuis 5 jours (art. 8 LcDP). Le délai court du jour du dépôt de l'acte d'origine (art. 10 al. 3 LcDP).

En l'occurrence, pour faire acte de candidature, le citoyen provenant d'un autre canton doit déposer son acte d'origine dans la nouvelle commune jusqu'au 30 décembre 2016 au plus tard, et le citoyen changeant de domicile dans le canton jusqu'au 24 janvier 2017 au plus tard.



L'appartenance au corps électoral d'un district (art. 52 Cst. cant.) se détermine pour toutes les personnes candidates du premier ou du second tour selon leur domicile à l'ultime jour prévu pour le dépôt des listes du premier tour (30 janvier 2017). Un changement de domicile ultérieur n'entre pas en ligne de compte (art. 116 al. 1 LcDP).

4. Déclaration d'acceptation de candidature

La liste doit être déposée, accompagnée d'une **déclaration d'acceptation de candidature signée**.

Les candidatures qui ne sont pas accompagnées de l'attestation communale ou de la déclaration d'acceptation, ainsi que les personnes inéligibles ou en surplus sont biffées d'office par la Chancellerie d'Etat (art. 118 al. 2 LcDP).

5. Signataires

Au premier tour, la liste doit être signée par 100 électeurs(-trices) au moins au nom d'un parti ou d'un groupement politique.

Chaque signataire doit apposer de sa main lisiblement sur la liste :

- son nom;
- son prénom;
- sa date de naissance;
- son domicile (adresse exacte);
- sa signature.

La liste doit être déposée, accompagnée, pour chaque signataire, d'une attestation de sa qualité de citoyen d'une commune. Les attestations communales pour chaque signataire et candidat doivent être obtenues avant le dépôt de la liste (art. 118 al. 2 LcDP).

6. Mandataires

Les signataires de la liste des candidats doivent désigner un mandataire et un suppléant chargés des relations avec les autorités. A défaut, le premier signataire de la liste est considéré comme mandataire et le suivant comme suppléant (art. 118 al. 1 LcDP).

Le mandataire de la liste ne peut la modifier après son dépôt que si une personne est devenue inéligible. Toutefois, aucune modification de liste ne peut intervenir après l'échéance du délai pour son dépôt (art. 118 al. 4 LcDP).

B. Scrutin de ballottage – Second tour (19 mars 2017)

1. Dépôt des listes

A la Chancellerie d'Etat, contre reçu, **pour le mardi 7 mars 2017 à 17 heures au plus tard, pour l'éventuel scrutin de ballottage.**

L'envoi des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax, informatique) n'est pas autorisé (art. 3 al. 2 LcDP).

2. Présentation, attestations communales, déclaration d'acceptation de candidature

Idem premier tour du scrutin (cf. ci-dessus, let. A, ch. 2, 3 et 4).

Pour rappel : les candidatures qui ne sont pas accompagnées d'une attestation de la qualité de citoyen d'une commune et de la déclaration d'acceptation, ainsi que les personnes inéligibles ou en surplus sont biffées d'office par la Chancellerie d'Etat (art. 128 al. 2 LcDP).

3. Eligibilité

Peuvent participer au second tour de scrutin les candidats non élus au premier tour et ayant obtenu huit pour cent (8 %) des suffrages valables au moins. En outre, les listes dont l'un des candidats a obtenu, au premier tour, huit pour cent (8 %) des suffrages valables au moins peuvent présenter un ou plusieurs nouveaux candidats ou remplacer un ou plusieurs candidats (art. 127 al. 2 LcDP).

Ne peuvent être candidates que les personnes qui remplissent les conditions d'éligibilité au sens de l'art. 52 Cst. cant. (représentation des régions et des districts; art. 127 al. 2 LcDP).

L'appartenance au corps électoral d'un district (art. 52 Cst. cant.) se détermine pour toutes les personnes candidates au second tour selon leur domicile à l'ultime jour prévu pour le dépôt des listes du premier tour (30 janvier 2017). Un changement de domicile ultérieur n'entre pas en ligne de compte (art. 116 al. 1 LcDP).

4. Signataires

Au second tour, la liste doit être signée par 50 électeurs(-trices) au moins au nom d'un parti ou d'un groupement politique.

Chaque signataire doit apposer de sa main lisiblement sur la liste :

- son nom;
- son prénom;
- sa date de naissance;
- son domicile (adresse exacte);
- sa signature.

La liste doit être déposée, accompagnée, pour chaque signataire, d'une attestation de sa qualité de citoyen d'une commune. Les attestations doivent être obtenues avant le dépôt de la liste (art. 128 al. 1 LcDP).

5. Mandataires

Idem premier tour du scrutin (cf. ci-dessus, let. A, ch. 6).

III. BULLETINS ELECTORAUX

A. Composition du bulletin de vote

1. Désignation de l'élection

Cette désignation est établie par la Chancellerie d'Etat; elle est uniforme pour toutes les listes.

2. Dénomination de la liste

Cette dénomination est facultative. Le mandataire de la liste doit préciser si le bulletin de vote doit comporter une dénomination et, dans l'affirmative, si celle-ci doit être faite en français, en allemand ou dans les deux langues. **Ces indications doivent être communiquées au moment du dépôt de la liste.**

Le mandataire est responsable de la dénomination de la liste et de sa traduction.

3. Désignation des candidats sur le bulletin

Le bulletin de vote renferme le nom (éventuellement le nom d'alliance), le prénom et le domicile de chaque candidat. Il peut également comporter, à la demande du mandataire de la liste, la fonction ou la profession de chaque candidat.

Les noms des candidats sont imprimés dans l'ordre selon lequel ils figurent sur la liste déposée.

Tous les bulletins de vote sont imprimés avec une présentation et des caractères identiques.

Le mandataire doit communiquer, au moment du dépôt de la liste, toutes les indications concernant la composition du bulletin de vote.

B. Impression des bulletins de vote

Par l'administration cantonale exclusivement. **Les partis et groupements politiques ne sont pas autorisés à imprimer des bulletins de vote.**

C. Expédition des bulletins de vote

Par l'administration cantonale aux communes, lesquelles envoient à chaque électeur(-trice) un jeu complet des bulletins imprimés et un bulletin blanc officiel.

D. Commande des bulletins de vote

Lors du dépôt des listes, les mandataires des partis peuvent commander auprès de la Chancellerie d'Etat, au prix coûtant, des bulletins de vote pour leur usage.

E. Format des bulletins de vote

Seuls les bulletins imprimés et les bulletins blancs officiels délivrés par l'administration cantonale sont valables. Les partis ne peuvent donc pas en imprimer.

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le site Internet du canton (www.vs.ch, puis la rubrique « Votations, Elections ») comprend plusieurs documents utiles concernant les élections cantonales de mars 2017. Ainsi, peuvent notamment être consultés ou téléchargés :

- les arrêtés du Conseil d'Etat du 2 novembre 2016 concernant les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat,
- les Mémentos à l'intention des partis ou groupements politiques pour les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat,
- les formulaires de listes de candidatures et de signataires pour les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat (premier tour – second tour).

Le Service des affaires intérieures et communales est à votre disposition pour tous renseignements supplémentaires (français : 027 / 606.47.55 et 606.47.71; allemand : 027 / 606.47.51 et 606.47.70).

Sion, novembre 2016